

CECI



C'est ma participation, au début 2007, au premier Forum mondial sur la souveraineté alimentaire au Mali qui m'a motivé à m'engager plus activement dans cette jeune cause. Lorsque le CECI, à travers le programme UNITERRA, m'a offert d'être Conseiller en commercialisation du riz local dans le nord du Sénégal, je n'ai pas eu de difficulté à prendre ma décision. Le cadre était d'autant plus symbolique que cette région, d'où sort 65% de la production nationale en riz, comprend la ville de Saint-Louis, ancienne capitale coloniale française en Afrique de l'ouest. D'un côté, les vestiges

de l'impérialisme et de la domination d'un peuple sur un autre ; de l'autre, l'émancipation potentielle des citoyens sénégalais, portée par la classe paysanne désireuse de produire en plus grande quantité la céréale la plus consommée du pays pour ainsi s'arracher à la dépendance des marchés internationaux. J'avais trouvé ma possibilité de mettre une pierre à l'édifice."



Fabrice Larue

Conseiller en commercialisation du riz local

Programme Uniterra - Centre d'étude et de coopération internationale

www.uniterra.ca - www.ceci.ca

Saint-Louis, Sénégal

Une loi pour garantir la souveraineté alimentaire

Les organisations paysannes du Mali revendiquent le droit à la souveraineté alimentaire.

Le Mali est l'un des premiers pays dans le monde qui a adopté une loi agricole garantissant le droit à la souveraineté alimentaire. Le processus qui a conduit à l'élaboration de la loi s'est fait avec la participation étroite de la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP).

Appuyée par le CECI à travers le programme Uniterra, la CNOP se porte à la défense des droits des petits producteurs et milite afin d'inscrire les intérêts de l'agriculture familiale au cœur des politiques agricoles du pays. Pour Ibrahim Coulibaly, président de la CNOP, la protection et le développement de l'agriculture locale constituent les seules alternatives viables en réponse à la crise alimentaire.



«*Notre pays doit protéger ses paysans contre les dérives du marché mondial*», estime Ibrahim Coulibaly. Pour ce faire, le gouvernement doit permettre aux producteurs de vivre de leur travail et valoriser les produits locaux plutôt qu'augmenter les importations qui ne feront qu'entretenir le cycle de la dépendance.

Susanne Commend

Conseillère en communication, volontaire Uniterra (CECI-Mali)